

Burundi : L'OLUCOME appelle à contraindre les protagonistes au dialogue

@rib News, 31/10/2018 NOTE D'ANALYSE DU DIALOGUE INTER-BURUNDAIS EXTERNE NON CONCLUANT ET INTERMINABLE FACE A L'EMPIRATION DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POPULATION BURUNDAISE AU PROFIT DES INTERETS DES SEULES AUTORITES BURUNDAISES ACTUELLES. 0. Introduction

Le Burundi connaît actuellement une grave crise politique qui a des incidences néfastes sur l'avenir de plus de 12 millions de citoyens burundais depuis avril 2015 pour la simple raison qu'une seule personnalité le Président Pierre Nkurunziza a brigué le 3^e mandat anticonstitutionnel en violation flagrante de l'accord d'Arusha plus particulièrement le protocole II (Démocratie et Bonne Gouvernance) au chapitre I Principes constitutionnels de la Constitution de la période post-transition en son article 7 point 3 qui stipule que : « Il est élu pour un mandat de 5 ans renouvelable une seule fois. Nul ne peut pas exercer plus de deux mandats présidentiels ». Plus d'un savent que l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation avait produit des résultats positifs dans presque tous les secteurs de la vie nationale. Cependant, le choix de cette plus haute autorité par le parti CNDD-FDD a incité une partie de la population burundaise à contester et le corps de défense et de sécurité à riposter par l'usage de la force excessive causant ainsi des dégâts matériels et humains. Ce climat nuisible aux droits des citoyens, qui a comme origine l'amour exagéré du pouvoir et de l'argent, continue à être favorisé par des appels récurrents à la haine et à la violence de la part de certains autorités politiques; par une impunité générale aggravée par une absence d'indépendance et le dysfonctionnement du système judiciaire ainsi que par un manque de confiance de la population dans ce dernier. La population très pauvre a de plus en plus été soumise à une très grande pression financière accrue de la part des autorités et du parti CNDD-FDD, se retrouvant dans le besoin, principalement en matière de santé, d'alimentation, de logement, d'habillement, d'hygiène et d'assainissement. Le pays qui était en phase de développement à la fin de l'année 2014 avec une croissance économique de 4,7% est redevenu un pays en urgence humanitaire au début de l'année 2016 avec un taux de croissance négatif - 4,1%. Même si la situation socio-économique actuelle est alarmante, le Conseil National de sécurité a pris la mesure de suspension des ONG internationales œuvrant au Burundi pour une durée de trois mois alors que ces dernières intervenaient dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la bonne gouvernance, et du développement. Lire la suite et l'intégralité de la Note